

# LA FORCE DE FRAPPE

## *EXTENSION des POUVOIRS de L'ARMÉE*

*La discussion du projet de force de frappe atomique, qui a débuté la semaine dernière à l'Assemblée par un discours de Debré, continue à montrer que de nombreux courants divergents se font jour au sein de la majorité.*

*Debré peut l'emporter, mais la question restera posée : C'est rien moins que celle de toute la politique militaire de la France. On voit les critiques les plus diverses se conjuguer. La plus grande partie des Indépendants, des Radicaux et du M.R.P. s'inquiètent à la fois du refus « d'intégrer » la nouvelle armée dans l'O.T.A.N., et des dangers que comporte l'autonomie de cette armée pour la cohésion de l'Europe des Six. De nombreux U.N.R. sont inquiets du coût de la modernisation militaire, au moment où leurs électeurs craignent un début de récession. Quant à la S.F.I.O., elle s'oppose au projet pour des raisons sociales, économiques et diplomatiques.*

*Mais il faut remarquer que si toutes ces critiques n'empêchent pas Debré de faire passer l'essentiel du projet, c'est qu'elles ont un caractère épisodique et ne touchent pas le fond de la question*

NOUS devons comprendre qu'il ne s'agit pas seulement, dans ce débat, de savoir si la France « peut » fabriquer son propre armement atomique, — si le budget peut supporter pendant 5 ans les frais des fabrications nouvelles, et si l'armée d'Algérie conservera ses privilèges malgré la modernisation, etc.

### *Le régime et l'armée*

Il s'agit, au fond, du même problème que pose la guerre d'Algérie et toute l'évolution du régime gaulliste : *l'Armée va-t-elle devenir de plus en plus l'institution essentielle du pays, dictant sa diplomatie (stratégie), son activité économique (fabrications et armement), sa politique intérieure* (Ordonnance de janvier 1959 sur l'organisation militaire de la nation, projet de conscription à 18 ans, etc.), etc. ? Le projet de force de frappe vient s'inscrire tout naturellement dans la politique d'extension des pouvoirs des chefs militaires, et

bien entendu aucun des partis représentés à l'Assemblée ne veut la mettre en cause...

Tout se passe comme si — au moment où le Gouvernement risque de se trouver acculé à la recherche d'une négociation en Algérie par l'action populaire et la pression internationale — on cherchait à renforcer les pouvoirs et les ambitions de l'armée en France, en Europe, et dans le cadre de l'O.T.A.N. Debré a insisté, à plusieurs reprises, sur le fait que l'Armée d'Algérie ne perdrait rien à l'opération de modernisation : au contraire, on lui fait espérer meilleures soldes, équipement neuf, emplois plus intéressants (mais aussi dégagements d'éléments à qualification technique faible...).

### *Continuer la guerre*

Nous devons donc montrer que le débat dépasse de beaucoup la politique atomique militaire, et qu'il concerne tous les aspects des relations entre

l'Armée et le pays. De Gaulle et son régime sont logiques avec eux-mêmes en faisant reposer toute leur puissance sur un renouvellement des structures militaires.

Les critiques de détail que peuvent apporter les opposants « constructifs » ne touchent en rien le fond de la question, évidemment. Pourtant, ces critiques accentuent le malaise gouvernemental relatif à l'Algérie, car on a l'impression que les partis qui ont soutenu de Gaulle jusqu'à présent, avancent, aujourd'hui, des critiques au projet de force de frappe, surtout pour prendre position sur certains grands problèmes au moment où la question algérienne viendra devant l'O.N.U.

Les partisans de « l'intégration » dans l'O.T.A.N. voudraient continuer la guerre d'Algérie au compte, au moins indirect, de l'O.T.A.N. D'où l'appel de Debré à la « mondialisation » du traité de l'Atlantique-Nord », ce qui permettrait à une France armée atomiquement de « faire valoir » sa Communauté.



« Le symbole d'un développement encore plus menaçant des pouvoirs de l'Armée sur le pays ». Photo Keystone).

Les « Européens » de style M.R.P. et S.F.I.O. veulent préparer le moment où une intégration politique européenne reviendra à l'ordre du jour, malgré la théorie de l'association « des patries ».

## *L'armée : une menace sur le pays*

MAIS tous ces Jeux ne doivent pas nous distraire de la tâche des Socialistes : faire en sorte qu'un pouvoir démocratique puisse reprendre une véritable politique de désarmement, et ceci aussi bien sur le plan *intérieur* qu'*extérieur*. Il est évident que tant que les super-grands — et même les moyens — développeront un armement atomique de dissuasion, renforceront sans cesse le potentiel de destruction, la démocratie subira défaites sur défaites dans tous les pays. La « force de frappe » n'est pas seulement un instrument technique dont on peut discuter la plus ou moins grande efficacité. C'est le symbole d'un développement encore plus menaçant des pouvoirs de l'Armée sur le pays. A quoi

servirait même un retour à la paix en Algérie, si celle-ci devait s'accompagner d'un accroissement des charges militaires, d'une emprise de plus en plus profonde du système militaire sur la jeunesse, sur les milieux professionnels, sur l'économie, sur les rapports extérieurs ?

Pour nous, une politique de désarmement, de refus de l'emploi des armes atomiques, doit se doubler d'une *politique de démilitarisation* à l'intérieur. Il est nécessaire que notre parti, comme les autres partis de gauche, s'attellent à élaborer cette politique et sachent la proposer au pays. Nous savons parfaitement qu'une telle politique devrait aussi être entreprise à l'Est, et nous sommes conscients des devoirs que cela impose à la population de ces pays. L'Assemblée gaulliste, malgré les critiques partielles qu'elle apporte au projet de force de frappe, s'abandonne complètement aux marchandages à grande échelle avec la haute bureaucratie militaire. C'est l'ensemble des dangers de cette politique que nous devons exposer devant le pays.